



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION
HAUTS-DE-FRANCE

*Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement*

Unité Départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES CEDEX

Affaire suivie par Caroline BAYART
Tél : 03.27.21.05.15
Fax : 03.27.21.00.54

caroline.bayart@developpement-durable.gouv.fr

2017/V4/CB-093

Prouvy, le 06 avril 2017

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
POUR PASSAGE AU CODERST**

Objet : Constitution de garanties financières pour la mise en sécurité des installations
Reclassement des activités dans les rubriques 3000 et 4000

N° S3IC : 070.00469

Référence : Courrier électronique de l'exploitant du 03/04/2017 et dossier associé

I – RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ETABLISSEMENT

- **Raison sociale** : **Fonderie et Aciérie de Denain (FAD)**
- **Adresse du siège social** : 17, rue Pierre Bériot – BP 329 – 59 723 DENAIN Cedex
- **Adresse de l'établissement** : 17, rue Pierre Bériot – BP 329 – 59 723 DENAIN Cedex
- **Contact dans l'entreprise** : Mme BAHO – Responsable HSE
- **Effectif** : 160
- **Activité principale** : Fabrication de pièces moulées en fonte et acier

II – CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le décret n°633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Le site de Denain, exploité par la FAD, est concerné par cette obligation.

FAD_denain_rapco_GF_70.00469_06042017

III – PRESENTATION SUCCINCTE DE L'ETABLISSEMENT – SITUATION ADMINISTRATIVE

La Société FAD est implantée sur le territoire de la commune de Denain, en zone urbaine, parcelles 496 et 512, section BE du cadastre, sur une surface totale de 8,8 hectares, dont 4,9 ha de bâtiments et 1,45 ha de voiries et parkings.

Les principales activités de la société FAD sont :

- la fonderie pour les grosses pièces (pièces de plusieurs dizaines de tonnes),
- le traitement thermique des métaux,
- l'usinage.

Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 05 novembre 2009 au titre de la législation des ICPE.

IV – EXAMEN DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES PROPOSE

Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Denain, la société FAD est notamment concernée au titre des rubriques suivantes :

- 3240 : Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets

et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- constitution de 40% du montant initial de la garantie avant le 1er juillet 2015 ;
- constitution de 20% du montant initial de la garantie par an pendant les 3 années suivantes

Ou en cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, selon l'échéancier suivant :

- constitution de 30 % du montant initial de la garantie financière à compter du 1er juillet 2015 ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant sept ans.

L'exploitant doit ensuite transmettre au Préfet un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Une première proposition de montant des garanties financières a été adressée au Préfet par courrier du 28 décembre 2012. Après examen, cette proposition a été complétée à plusieurs reprises et le dernier complément a été apporté par courrier électronique du 03/04/2017.

Après examen, l'inspection considère que le calcul du montant proposé répond aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Le montant M des garanties financières à constituer retenu par l'inspection est de 344 406 euros TTC calculés et décomposés ainsi :

Réf. réglementaire du montant	Objet	Montant
Me	Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets	194 245€
Mi	Neutralisation des cuves enterrées de carburant présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidage	0 €
Mc	Interdictions ou limitations d'accès au site	12 650€
Ms	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	58 500 €
Mg	Surveillance du site : gardiennage ou équivalent	45 600 €
$M = 1,1 (Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg))$	Montant des garanties financières à constituer	344 406 €

Indice α d'actualisation retenu : 1,018 (basé sur un indice TP01 de 677.62 et une TVA à 20%)

Ces montants ont été établis sur la base de la proposition de calcul de l'exploitant qui pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, le montant Me a été établi au regard d'une certaine quantité de déchets présente sur le site. En conséquence, il convient de modifier l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2009 en actualisant les quantités de déchets.

Enfin, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

V – Directive IED et rubriques 4000

Par courrier préfectoral du 23 avril 2014, il était donné acte à la FAD de son reclassement dans les rubriques 3000 suite à la parution au JO des rubriques de la nomenclature relatives aux installations relevant de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Aussi, le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe intègre les dispositions relatives à la directive IED et notamment celles relatives aux rubriques 3000, à la cessation d'activité et au réexamen périodique.

Enfin, suite à la parution du décret n°2014-285 du 03/03/14 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant a proposé le reclassement de ses activités dans les rubriques 4000. Aussi, le projet d'arrêté joint en annexe prend en considération ce nouveau classement.

VI – CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection de l'environnement propose à Monsieur le Préfet du Nord de prendre un arrêté préfectoral actant la mise à jour des rubriques de la nomenclature reprises à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05.11.2009, fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant, la quantité maximale de déchets pouvant être entreposée sur le site et fixant les prescriptions relatives à la directive dite IED.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens et joint en annexe du présent rapport.

Le présent projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été communiqué à l'exploitant qui n'a pas formulé de remarques particulières.

Nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord de soumettre ce projet d'arrêté complémentaire en CODERST.

L'Inspecteur de l'Environnement,
Spécialité installations classées



Caroline BAYART

Transmis à Monsieur le Chef du Service Risques pour approbation

Prouvy, le 2^{ème} 2 AVR. 2017


La Cheffe d'Unité Départementale du Hainaut *par intérim*



Isabelle LIBERKOWSKI

Valideur

L'Inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées »



O. DE BONNE

Approbateur

Transmis à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord – DCPI/BICPE
12-14, rue Jean Sans Peur
59039 Lille Cedex

Lille, le 27 AVR. 2017

Pour le Directeur et par délégation,

Le chef du service Risques par intérim



XAVIER BOUTON

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles R 513-1, R 513-2 ainsi que L 516-1, R 516-1 et R 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières pour certaines catégories d'installations classées, et son article R 181-45 relatif aux prescriptions additionnelles ;

VU la nomenclature des installations classées;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R 516-1 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2014-285 du 03/03/14 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la SAS FAD à poursuivre l'exploitation des activités de son établissement sur le territoire de la commune de Denain ;

Vu le courrier préfectoral du 23 avril 2014 donnant acte de la modification du classement de l'établissement au titre de la directive IED ;

VU la proposition de calcul des garanties financières applicable aux installations de la société ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) en date du 06 avril 2017

VU l'avis du CODERST du **XX XX XXXX** ;

Considérant que la SAS FAD est visée dans la liste des installations figurant à la première colonne de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R 516-1 du Code de l'Environnement;

Considérant que la SAS FAD est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Denain, en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que la proposition de calcul de la garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 100 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer une garantie financière en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R 516-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

Considérant que les quantités de déchets reprises dans l'arrêté du 05 novembre 2009 doivent être actualisées

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

A R R E T E

Article 1 : PORTEE DES PRESCRIPTIONS ADDITIONNELLES

Article 1.1.– Objet

La SAS Fonderie et Aciérie de Denain (FAD), dont le siège social et son établissement sont situés 17 rue Pierre Bériot – BP 329 – 59723 DENAIN Cedex, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue pour la poursuite de l'exploitation de ses activités, de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 1.2.– Classement

Le tableau de classement des installations de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009, est annulé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	DC, NC (1)AS, A, E,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. supérieur ou égal à 1 000 m ² 2. supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ²	Parcs à ferrailles : . parc à ferrailles nord : 1 600 m ² . parc induction : 350 m ² . parc FAS : 200 m ² Surface totale : 2 150m²
2515.1.a	E	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1.Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant : a) supérieure à 550 kW : A	Installations de préparation du sable et de décochage : . malaxeurs : 167 kW . sablerie fonderie grosses pièces : 150 kW Puissance totale : 317 kW

		b) supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW : E c) supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW : D	
2551.1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux La capacité de production étant : 1. supérieure à 10 t/j : A 2. supérieure à 1 t/j mais inférieure ou égale à 10 t/j : DC	Four à arc de 50 t Poste d'affinage en poche de 50 t Four à induction de 35 t Soit un total de 9 000 t/an soit 41 t/j
3240	A	Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour : A	Pour information : forage dans la nappe de la craie de 8,5 m de profondeur (uniquement pour la lutte contre l'incendie)
2770.1	A	Installations de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793. 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 : A 1. Déchets destinés à être traités ne contenant pas de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 : A	Installation interne de régénération thermique des sables phénoliques acides Soit un total de 1,3 t/h
3520.b	A	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure : A b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour : A	Soit un total de 31 t/j
2560	DC	Travail mécanique des métaux et alliages A. Installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b : A B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 1 000 kW : E 2. supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW : DC	Installations d'usinage d'une puissance installée de 778kW
4120.2.a	A	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t : A b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t : D	Emploi et stockage de résine TCS903 dans 2 cuves de 10 m³ chacune. Soit un total de 25 tonnes
195	D	Dépôt de ferro-silicium	Bigs-bags contenant du ferro-silicium Soit un total de 13 tonnes
1532.3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieur à 50 000 m³ : A 2. supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ : E 3. supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ : D	Dépôt de bois : . matière première pour l'atelier modelage : 150 m³ . magasin de fabrication de modèles : 850 m³ . modèles en stock : 7 850 m³, stockage autorisé dans les travées 3bis et 4bis Soit un total de 8 850 m³
2561	DC	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages : DC	. 1 bac de trempe à eau . traitement thermique FOFUM1 2 : 8,8 MW . traitement thermique CF1 : 2,1 MW . traitement thermique four cloche : 80 kW . traitement thermique four cloche 3 : 4,3 MW

			Puissance totale des fours au gaz naturel : 15,3 MW
2575	D	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565 :D	Installation de grenaillage des pièces de fonderie à la grenaille d'acier pour un total de 42 kW.
2663.1.c	D	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc..., le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 45 000 m ³ : A b) supérieur ou égal à 2 000 m ³ mais inférieur à 45 000 m ³ : E c) supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³ : D	Stockage de mousses de polystyrène : . 30 m ³ de matière première pour l'atelier modelage . 500 m ³ de modèles en stock. Stockage interdit dans les travées 3 bis et 4 bis. Stockage uniquement dans le magasin à modèles Soit un total de 530 m ³
4725.2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 200 t : A 2. supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t : D	. Cuve de stockage de 23 t d'oxygène . 10 bouteilles de 15 kg Soit un total de 28, 65 t
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t : A 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t : DC	10 bouteilles de propane de 35 kg Soit un total de 0,350 t
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t : A b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : E c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total : D	. Cuve aérienne de Gazole Non Routier (GNR) de 1,5 m ³ . Containers de catalyseurs d'un volume total de 10 m ³ Soit un total de 19 t
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquides distribué étant : 1. supérieur à 20 000 m ³ : E 2. supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ : DC	Le volume annuel de carburant distribué est de : 49 m ³

1455	NC	Carbure de calcium (stockage) lorsque la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 3 t : D	Dépôt de carbure de calcium Soit un total de 0,5 t
4801	NC	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 500 t : A 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t : D	Dépôt de coke Soit un total de 25 t
2410	NC	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues : A. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610 : A B. Autres installations que celles visées au A, la puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation qui concourent au travail du bois ou matériaux combustibles analogues étant : 1. supérieure à 250 kW : E 2. supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 250 kW : D	Atelier de modelage Soit une puissance de 34.1 kW
2661	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) supérieure ou égale à 20 t/j : E b) supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j : D	Atelier de retouche des modèles Soit un total de 0,05 t/j
4719	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t : A 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t : D	Stockage de bouteilles Soit un total de 0.042 t
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t : E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t : D	Couche à alcool Soit un total de 16 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 mais inférieure à 200 t : D	18 t d'huile
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 mais inférieure à 200 t : D	1 t d'aérosol peinture
2910	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au	Trois chaudières au gaz naturel : - à l'Est du site, 42 et 64 kW - l'Ouest, 30 kW Puissance totale : 136 kW

		<p>traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 20 MW : A</p> <p>2. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW : DC</p>	
--	--	---	--

(1)

- AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique
A : installations soumises à autorisation
E : installations soumises à enregistrement
D : installations soumises à déclaration
C : installations soumises à contrôle périodique prévu à l'article L 512-11 du Code de l'Environnement
NC : installations non classées

- (2) Les productions annuelles d'acier et fonte ne sont pas des valeurs limites. Elles sont utilisées pour définir le niveau d'activité de l'établissement et notamment les flux annuels rejetés dans l'atmosphère.

L'établissement fait parti des établissements dit « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- 1 - la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3240 « Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour » ;
2 - les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF SF : Forges et Fonderies.

Article 2 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Les articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 sont modifiés selon les dispositions suivantes :

Article 2.1. – L'article 1.1.3 est annulé et remplacé par l'article suivant :

« ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les prescriptions particulières applicables sont les suivantes (L 512-7 et R 512-50) :

Rubrique	Activité	Classement	Prescriptions
195	Dépôt de ferro-silicium	D	Arrêté-type n° 195
4725	Dépôt d'oxygène	D	Arrêté ministériel du 10 mars 1997
1532	Stockage de bois	D	Arrêté ministériel du 05 décembre 2016
2515	Installations de préparation du sable et de décochage	E	Arrêté ministériel du 26 novembre 2012
2560	Travail mécanique des métaux	DC	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015
2561	Trempe à l'eau et recuit	DC	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015
2575	Matières abrasives	D	Arrêté ministériel du 30 juin 1997
2663	Stockage de polystyrène	D	Arrêté ministériel du 14 janvier 2000

Article 2.2. – L'annexe 2 citée par l'article 1.2.2 est annulée et remplacée par la nouvelle annexe 2 jointe au présent arrêté, qui constitue la mise à jour du plan d'exploitation défini par l'article 2.1.4.

Article 2.3. – Le chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2009 est remplacé par le chapitre suivant : « **CHAPITRE 1.5 GARANTIE FINANCIERE**

ARTICLE 1.5.1 OBJET DE LA GARANTIE FINANCIERE

L'exploitant est tenu, pour la poursuite d'activité de ses installations, de constituer une garantie financière pour la mise en sécurité de ses installations.

Elle est constituée dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation de l'installation classée rangée sous la rubrique n° 3240 et 3520 de la nomenclature des installations classées, dont les caractéristiques sont définies à l'article 1.2. ci-dessus.

ARTICLE 1.5.2 MONTANT DE LA GARANTIE FINANCIERE

Le montant de la garantie financière à constituer est fixé à 344 406 euros TTC.

L'indice d'actualisation intervenant dans le calcul du montant fixé ci-dessus est égal à 1,018. Ce montant est fixé sur la base de l'indice TP01 décembre 2016 = 677.62 et d'un taux de TVA en vigueur de 20 %.

Ce montant a été établi sur la base des quantités maximales des produits dangereux listés dans le tableau de l'article 1.2 du présent arrêté et des déchets ainsi que de leur nature, définis par les tableaux suivants :

Déchets dangereux	Code déchet	Quantité maximale sur le site
Poussières de four à arc et induction	10 09 09 *	50 t
Aérosols : révélateur de crique	10 09 15 *	0,04 t
Catalyseurs	06 01 06*	4 t
Huiles	13 02 05*	12 t
Peintures	08 01 11*	0,92 t
Aérosols	16 05 04*	0,11 t
Déchets de cire et graisse	12 01 12 *	10 t

Produits et déchets non dangereux	Code déchet	Quantité maximale sur le site
Laitiers de fours de fonderie (scories, crasses)	10 09 03	1 500 t
Noyaux et moules de fonderie	10 09 08	2 400 t
Poussières de régénération thermique des sables	10 09 10	100 t
Poussières de la sablerie	10 09 12	600 t
Réfractaires, à base de magnésie ou alumine	16 11 04	400 t (1)
Bois	20 01 38	100 t
Polystyrène	20 01 39	500 m ³
DIB	20 03 01	50 t

Ces tableaux remplacent le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2009.

(1) Coût d'élimination nul, déchets vendus ou repris par le fournisseur

ARTICLE 1.5.3 DELAI DE CONSTITUTION DE LA GARANTIE FINANCIERE

L'échéancier de constitution de la garantie financière est le suivant :

Deux options :

- Option 1 :
 - . constitution de 40 % du montant initial de la garantie financière pour le 1^{er} juillet 2015. Cette échéance initiale est reportée selon le délai de l'article 1.5.4 ci-dessous ;
 - . constitution supplémentaire de 20 % du montant initial de la garantie financière par an pendant 3 ans.
- Option 2 : En cas de constitution de la garantie financière sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations :
 - . constitution de 30 % du montant initial de la garantie financière pour le 1^{er} juillet 2015. Cette échéance initiale est reportée selon le délai de l'article 1.5.4 ci-dessous ;
 - . constitution supplémentaire de 10 % du montant initial de la garantie financière par an pendant 7 ans.

ARTICLE 1.5.4 ATTESTATION DE LA CONSTITUTION DE LA GARANTIE FINANCIERE

L'exploitant transmet au Préfet, dans un délai de trois semaines à compter de la notification du présent arrêté, le document attestant de la constitution de la garantie financière. Ce document doit être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé. Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins 3 mois avant chaque échéance de l'échéancier défini à l'article 1.5.3 du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.5 ACTUALISATION DE LA GARANTIE FINANCIERE

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant de la garantie financière selon les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent cette variation.

L'original du document établissant le renouvellement de la garantie financière doit être adressé au moins trois mois avant son échéance.

ARTICLE 1.5.6 REVISION DU MONTANT DE LA GARANTIE FINANCIERE

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité du site, nécessite une révision du montant de référence de la garantie financière et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

ARTICLE 1.5.7 ABSENCE DE GARANTIE FINANCIERE

Outre les sanctions rappelées à l'article L 516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garantie financière peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées par le présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement. Conformément à l'article L 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8 APPEL DE LA GARANTIE FINANCIERE

Le Préfet peut faire appel à la garantie financière à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.9 LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE FINANCIERE

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par ladite garantie en application des dispositions mentionnées à l'article R 512-39-1, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R 181-45, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garantie financière. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R 516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie financière.

Article 2.4. L'article 1.6.8 est annulé et remplacé par l'article suivant :

ARTICLE 1.6.8. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage industriel de l'ensemble du site.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;

- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement IED et en application de l'article R.515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés au I, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au deuxième alinéa du présent II.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles « R. 181-43 » et R. 512-39-2. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

Article 2.5 – L'article 1.6.9 de l'arrêté du 05 novembre 2009 est supprimé.

Article 2.6 – L'article 9.4.4 est annulé est remplacé par l'article suivant :

ARTICLE 9.4.4 REEXAMEN PERIODIQUE

En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet du Nord, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :

- 1 - Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
 - a) Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
 - b) Les cartes et plans ;
 - c) L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
 - d) Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
- 2 - L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
 - a) Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
 - b) Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
 - L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
 - La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
 - Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
 - c - La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :

- De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
- Des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées ci-dessus.

- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement" (en cas de dérogation, une ERS quantitative est attendue)

INSTALLATIONS CLASSEES



Mise à jour le 29 mars 2017

- Autorisation
- Déclaration
- Non classée
- Enregistrement

